

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)*****L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

ÉTAT - Ministère de la Transition Écologique Représenté par le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de la région Hauts-de-France

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO) - Pouvoir Adjudicateur (PA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement par délégation de Monsieur le Préfet de la région Hauts-de-France datant du 5 février 2024.

Objet de la consultation

Réalisation de travaux d'entretien sur les cours d'eau domaniaux du département de la Somme

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
 DESCRIPTION DES TRAVAUX 3	
<i>Consistance des travaux</i>	3
 MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX 3	
<i>Programme d'exécution des travaux</i>	3
<i>État des Lieux</i>	4
 PRESCRIPTIONS DIVERSES 4	
<i>Piquetage</i>	4
<i>Signalisation</i>	4
<i>Canalisations diverses – lignes électriques et téléphoniques aériennes</i>	5
<i>Routes, chemins et voies publics</i>	5
<i>Sujétions résultant de l'exploitation du Domaine Public et des Services Publics</i>	5
<i>Sujétions diverses</i>	6
I. Circulation des engins et des véhicules.....	6
II. Respect des ouvrages et immeubles riverains.....	6
III. Rencontre d'explosifs et d'engins de guerre.....	6
IV. Avaries du matériel de l'entrepreneur.....	6
V. Sécurité.....	7
VI. Album photos.....	8

DESCRIPTION DES TRAVAUX

CONSISTANCE DES TRAVAUX

L'Entreprise procède à divers travaux (déboisement, curage, remise en état des berges...) sur les cours d'eaux domaniaux du département de la Somme : l'Avre domaniale, les cours d'eaux domaniaux des hortillonnages, bras de décharge de la Somme, petits linéaires d'affluents proche de la confluence avec la Somme. Ponctuellement, des opérations pourront être réalisées sur d'autres cours d'eau du domaine public fluvial directement géré par le ministère de la transition écologique.

Le linéaire de l'Avre concerné s'étend de Moreuil à la confluence avec la Somme (Longueau).

MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Les travaux sont réalisés par site nautique ou depuis la berge en utilisant la servitude de marchepied de 3,25m destinée à cet usage.

Le but principal est double :

Réaliser l'entretien annuel des cours d'eaux domaniaux

- Abattage des arbres tombés dans le lit de la rivière ou penchant dangereusement au fil de l'eau;
- Déboisement et débroussaillage des berges dans la limite des servitudes de marchepied;

La mise en œuvre du programme de gestion pluriannuel sur l'Avre et les cours d'eau domaniaux des hortillonnages. Ce programme résulte de la stratégie DPF, rédigé en 2024 et mis à jour en cas de besoin. Ce programme résulte d'une étude menée par l'AMEVA. Les travaux se font selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2014 autorisant le programme pluriannuel d'aménagement et d'entretien de l'Avre domaniale.

Après le piquetage préalable au bon de commande et avant de commencer les travaux, l'Entreprise communique au Maître d'ouvrage le planning d'intervention par fax ou par mail (anthony.traulle@developpement-durable.gouv.fr).

Le programme détaillé d'organisation des chantiers doit tenir compte des dispositions suivantes:

- Les embâcles travaux sont évacués à la charge de l'Entreprise, les arbres sont débités et stérés au droit du chantier;
- Les souches qui se trouvent dans l'eau sont coupées et en aucun cas arrachées pour ne pas déstabiliser la berge;
- Lors de la reprise de la berge, aucune surélévation de la berge n'est tolérée;
- Sur une section continue de travaux de curage à réaliser, les travaux sont obligatoirement exécutés de l'amont vers l'aval;
- Les travaux de curage sont exécutés exclusivement par site nautique, sauf avis du Maître d'ouvrage pour le curage à partir des berges;
- Les produits extraits sont évacués hors des limites du Domaine Public Fluvial à la charge de l'entreprise.

Remarque:

L'Entrepreneur est réputé, par le fait même de sa soumission, avoir pris connaissance de l'emplacement et de la nature des travaux, des conditions générales, locales et particulières, des conditions relatives aux moyens de communication et de transport, au stockage de matériaux, aux disponibilités en main d'œuvre, en eau, en énergie électrique et de toute condition physique relative au lieu des travaux, à la topographie et à la nature du terrain, aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux et tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et la proximité de ceux-ci. Les conséquences des erreurs ou carences des Entrepreneurs dans la réunion des renseignements précédents ne peuvent que demeurer à leur charge.

ÉTAT DES LIEUX

Un état des lieux est réalisé avant et après l'exécution des travaux, et ce en présence d'un représentant du Maître d'ouvrage.

Les frais d'entretien et de remise en état sont exclusivement à la charge de l'Entreprise.

PRESCRIPTIONS DIVERSES**PIQUETAGE**

Avant l'ouverture du chantier, il est procédé contradictoirement à une reconnaissance des lieux.

SIGNALISATION

L'Entreprise est soumise aux lois et règlements généraux et particuliers de police en vigueur. Elle sera tenue d'obtempérer aux ordres du Maître d'œuvre en ce qui concerne l'utilisation de toutes les dépendances du Domaine Public.

L'Entrepreneur prend toutes les mesures de sécurité et de signalisation indispensable et le cas échéant il se conforme aux ordres du Maître d'œuvre ou de son représentant sur la prescription des mesures à adopter.

CANALISATIONS DIVERSES — LIGNES ÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES AÉRIENNES

L'Entrepreneur prend toutes les dispositions en accord avec le Service intéressé pour repérer et éviter d'endommager les ouvrages, les buses et les conduites en siphons sous le lit de la rivière, les canalisations diverses de lignes aériennes, électriques ou téléphoniques qui pourront se trouver dans l'emprise du chantier de manière à n'apporter aucune perturbation lors de l'exécution des travaux. L'Entrepreneur sera seul responsable des dommages qu'il aura pu causer.

ROUTES, CHEMINS ET VOIES PUBLICS

L'utilisation des routes, chemins et voies publics pour l'exécution de l'ensemble des travaux, objet de la présente consultation est soumise aux dispositions suivantes:

- L'Entrepreneur fait connaître et soumet à l'agrément du Maître d'œuvre, lors du piquetage, la liste des voies publiques et privées dont il prévoit l'utilisation pour les transports routiers ou circulation d'engins exceptionnels par les travaux.
- Il est alors procédé contradictoirement à un état des lieux avant travaux faisant ressortir l'état desdites voies.
- En fin de travaux les mêmes constatations interviennent.

À partir des états des lieux établis, les dommages causés sont définis et réglés conformément à l'article 34 du CCAG Travaux.

Il est précisé que des dommages causés aux dites voies ou à toutes autres dépendances du Domaine Public, par des désordres causés par la conduite et les modalités d'exécution des travaux, notamment par suite de rupture de canalisation, sont intégralement supportées par l'Entreprise.

L'Entreprise a également à supporter en totalité les frais d'enlèvement et de transport de tous détritiques (pierres, câbles, épaves...) déposés par elle sur le Domaine Public et dont lui incombe la charge de les acheminer aux dépôts.

SUJÉTIONS RÉSULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC ET DES SERVICES PUBLICS

L'Entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité pour la gêne qu'occasionneraient la circulation routière et l'exploitation des ouvrages (barrages et écluses).

L'Entrepreneur est tenu de signaler son chantier et de prendre toutes mesures utiles pour en assurer la sécurité.

SUJÉTIONS DIVERSES

I. Circulation des engins et des véhicules

Aucune dérogation aux prescriptions du Code de la Route n'est accordée pour la circulation des engins et véhicules sur les voies ouvertes ou fermées à la circulation publique.

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur les dispositions de l'article R. 278 du Code de la Route qui permet l'immobilisation immédiate du véhicule en surcharge de plus de dix pour cent (10%) jusqu'à déchargement de la charge excédentaire.

En cas d'infraction, les conséquences financières de l'opération de vérification et le déchargement sont à la charge de l'Entrepreneur.

II. Respect des ouvrages et immeubles riverains

L'Entrepreneur prend à ses frais toutes dispositions pour éviter toutes dégradations, éboulements et toutes souillures aux ouvrages et immeubles riverains.

Il est seul responsable des dommages qu'il a pu causer.

III. Rencontre d'explosifs et d'engins de guerre

En cas de découverte d'un engin de guerre, celui-ci doit être signalé aux autorités compétentes et repéré en surface (balisage).

Tous les travaux doivent être stoppés dans la zone concernée et l'Entrepreneur ne doit en aucun cas prendre l'initiative de déplacer ou d'évacuer l'engin.

En vue d'assurer le maintien et la sécurité de la navigation, ainsi que la sécurité des propres bateaux et matériels de l'Entrepreneur, ce dernier se conforme aux dispositions de l'article 32 du C.C.A.G. Il en est de même en ce qui concerne les consignes à observer en cas de découverte d'un engin de guerre.

IV. Avaries du matériel de l'entrepreneur

Il n'est alloué aucune indemnité à l'Entrepreneur en raison d'avaries, pertes, destruction totale ou partielle de son matériel flottant et, d'une manière générale, de tout son matériel fixe ou mobile, quelles que soient les causes et l'importance du dommage.

Ces dispositions concernent tant les dépenses de toutes natures qui peuvent lui être occasionnées que les pertes d'exploitation qu'il peut être amené à subir.

V. Sécurité

Les conducteurs d'engin doivent être équipés en permanence d'un gilet de sauvetage.

Les conducteurs sont équipés d'un téléphone portable et doivent avoir dans l'engin le numéro de téléphone des services de secours et du SAMU.

L'Entrepreneur est responsable de la formation de ses agents pour l'utilisation des EPI spécifiques (comme les harnais, lignes de vie, etc.) pour les travaux de nettoyage.

L'Entrepreneur doit également être en mesure de fournir et présenter à chaque contrôle sur site les vérifications réglementaires de tous les EPI nécessaire aux interventions confiées par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur ne peut être tenu responsable de la non-conformité des EPI, et il peut faire stopper les prestations et appliquer des pénalités (articles des pénalités au CCAP) tant que la conformité des EPI n'est pas réalisée.

VI. *Album photos*

L'Entreprise titulaire de la consultation a la charge de prendre au minimum deux photos avec le même angle de prise pour chaque phase suivante:

- avant le début des travaux
- pendant les travaux
- après la fin des travaux

Les premières photos doivent être communiquées au Maître d'œuvre pour accord. Après accord du Maître d'œuvre et à la fin des travaux, le titulaire de la consultation transmet via un lien de téléchargement ou une clef USB toutes les photos.. Et ce pour chaque site de travaux ayant fait l'objet d'un piquetage : les six photographies minimum par site constituent un album photo.

Le format des photos est en "jpeg".

L'appareil photo et le support informatique sont à la charge de l'Entreprise.